

Le capitalisme politique et ses conséquences aux États-Unis*

Dylan RILEY et Robert BRENNER

Avant la seconde victoire de Trump, Dylan Riley et Robert Brenner ont amorcé une réflexion sur les conséquences du nouveau régime d'accumulation capitaliste, marqué par une croissance faible, sur la politique intérieure des États-Unis. Ils envisagent la rivalité actuelle entre républicains trumpistes et démocrates comme le reflet d'un nouveau régime d'accumulation, le « capitalisme politique », dans lequel, plus que l'investissement productif, c'est le pouvoir politique qui détermine le taux de profit. Ni les démocrates ni les républicains n'entendent modifier la répartition des richesses créées par le travail au détriment du capital, mais les premiers s'efforcent de favoriser le travail qualifié, tandis que les seconds privilégient le travail non qualifié. Pour naviguer dans ce monde mal connu, les auteurs ont raison de conclure que « les vieux schémas de pensée sont inadéquats ». (J.B).

Dans les semaines qui ont suivi les élections de mi-mandat aux États-Unis, en 2022, l'ambiance dans l'obscurité intellectuelle du Parti démocrate a oscillé entre les cris passionnés et l'autosatisfaction euphorique. Les avertissements alarmistes d'une « vague rouge » qui donnerait une large majorité au Congrès aux républicains ont fait place à la jubilation du salut de la démocratie. En réalité, les résultats ont été plutôt mitigés. Les républicains ont remporté la Chambre des représentants avec une courte majorité, tandis que les démocrates ont conservé leur mince emprise sur le Sénat. Les républicains ont triomphé en Floride et renversé une poignée de circonscriptions à New York. Les droits reproductifs ont connu une assez bonne soirée, mais les démocrates ont continué à faire piètre figure auprès des blancs sans diplôme universitaire — selon un sondage, les républicains ont gagné plus de 70 % des hommes blancs sans diplôme universitaire¹.

Diverses explications ont été avancées pour expliquer les résultats plus faibles que prévu des républicains, dans le contexte d'une présidence profondément impopulaire et d'une inflation élevée. Parmi les principales hypothèses, on mentionne la piètre « qualité » de nombreux candidats soutenus par Trump, le renversement par la Cour suprême de la garantie constitutionnelle du droit à l'avortement avec l'arrêt Dobbs contre Jackson, cet été, et le taux de participation relativement élevé des jeunes électeurs (27 %). Tous ces points sont plausibles, mais ils ne tiennent pas compte de l'essentiel. La politique américaine a subi un changement tectonique au cours des vingt dernières années, lié à de profondes transformations structurelles du régime d'accumulation. Ces transformations n'ont pas encore été correctement esquissées et théorisées ; les résultats imprévus des élections de mi-mandat sont une bonne occasion de commencer à le faire.

Ce que nous proposons ici n'est pas une théorie achevée, mais un ensemble de sept thèses en style télégraphique, accompagné de preuves empiriques, destinées à susciter un débat plus approfondi sur ces questions cruciales. À cette fin, nous commençons par une brève esquisse de la conjoncture actuelle et une clarification des termes.

1

Pendant la majeure partie du vingtième siècle, les partis politiques américains ont représenté différentes coalitions de capitalistes, qui ont attiré les électeurs de la classe travailleuse en leur disant qu'ils allaient promouvoir le développement économique, élargir les possibilités d'emploi et générer des revenus à investir dans les biens publics. C'était la « base matérielle du consentement », qui déterminait le succès des partis dans les urnes : une version locale de la politique qui a façonné la plupart des démocraties capitalistes pendant le long boom de l'après-guerre. Aux États-Unis, cela s'est traduit par d'importantes

* Publié sous le titre « *Seven Theses on American Politics* », *New Left Review*, 138, nov.-déc. 2022. Traduit de l'anglais par Jean Batou.

¹ « Exit Polls 2022 », *nbc News*, source : National Election Pool, consulté le 7 décembre 2022.

fluctuations électorales et de larges majorités au Congrès pour le camp vainqueur : Eisenhower en 1956, Johnson en 1964, Nixon en 1972. Ce paysage politique a aujourd'hui disparu. Depuis les années 1990, et définitivement depuis les années 2000, les républicains et les démocrates alternent avec des marges de succès très étroites. Gagner une élection ne consiste plus à faire appel à un vaste centre mouvant, mais dépend de la participation et de la mobilisation d'un électorat profondément, mais étroitement divisé.

Cette nouvelle structure électorale est liée à la montée d'un nouveau régime d'accumulation : appelons-le *capitalisme politique*. Dans le cadre du *capitalisme politique*, le pouvoir politique entant que tel, plutôt que l'investissement productif, est le principal déterminant du taux de profit. Cette nouvelle forme d'accumulation est associée à une série de nouveaux mécanismes d'« escroquerie politiquement constituée »². Ils comprennent une série croissante d'allègements fiscaux, la privatisation d'actifs publics à des prix défiant toute concurrence, l'assouplissement quantitatif du crédit et des taux d'intérêt ultra-faibles, afin de promouvoir la spéculation boursière — et, surtout, des dépenses publiques massives destinées directement à l'industrie privée, avec des retombées sur l'ensemble de la population : la loi de Bush sur les médicaments sur ordonnance, la loi d'Obama sur les soins abordables, la loi de Trump sur les soins, le plan de relance américain de Biden, les lois sur les infrastructures et les puces et la loi sur la réduction de l'inflation³. Tous ces mécanismes d'extraction de surplus sont ouvertement et manifestement *politiques*. Ils permettent des retours sur investissement, non pas sur la base des investissements dans les usines, les équipements, le travail et les intrants pour produire des valeurs d'usage, mais plutôt sur la base d'investissements *dans la politique*⁴. Cette nouvelle structure est la base réelle de la principale conclusion de Piketty : le taux de rendement du capital dépasse désormais le taux de croissance (bien que Piketty lui-même, à notre avis à tort, présente cela comme un retour à la normalité capitaliste après la période exceptionnelle du long boom)⁵.

L'essor du *capitalisme politique* a profondément reconfiguré la politique. Au niveau de l'élite, il est associé à des niveaux vertigineux de dépenses de campagne et à une corruption ouverte à grande échelle. Au niveau des masses, il est associé à l'effondrement de l'ordre hégémonique précédent, car, dans un environnement où la croissance demeure faible ou nulle — la « stagnation séculaire » — les partis ne peuvent plus fonctionner sur la base de programmes de croissance. Ils ne peuvent donc pas présider à un « compromis de classe » au sens classique du terme. Dans ces conditions, les partis politiques deviennent fondamentalement des coalitions *fiscales* plutôt que productivistes. Avant d'émettre des hypothèses sur le fonctionnement de ces coalitions, il convient de préciser les termes que nous utilisons pour l'analyse de classe.

2

Selon nous, les classes sociales sont des positions structurelles liées par des relations d'exploitation. La classe dominante extrait l'effort de travail de la classe dominée, c'est-à-dire qu'elle l'« exploite ». Cet effort de travail est à la base du contrôle de la classe dominante sur le surplus social, qui lui confère à son tour un rôle de premier plan dans la détermination de la dynamique globale de développement de la société en question. Différentes structures de classe émergent des façons qualitativement distinctes, dont

² Robert Brenner, « Introducing Catalyst », *Catalyst*, printemps 2017, p. 11.

³ L'ouvrage de Luigi Zingales, *A Capitalism for the People*, contient d'excellentes descriptions du phénomène : 43 % des bénéfices du géant agricole Archer-Daniels-Midland étaient liés à des produits subventionnés par l'État, tels que le sirop de maïs et l'éthanol, tandis que le nombre d'affectations dans les projets de loi fédéraux est passé de 10 en 1982 à 4 128 en 2005. Zingales fournit également un compte-rendu vivant du fonctionnement des géants du crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, décrits comme d'énormes monopoles privés qui « utilisent leurs relations politiques pour gagner de l'argent aux dépens des contribuables » : Luigi Zingales, *A Capitalism for the People : Recapturing the Lost Genius of American Prosperity*, New York 2012, pp. 44, 79, 45.

⁴ L'intensification spectaculaire du lobbying peut être considérée comme une forme d'« accumulation politique », certes différente de son ancêtre féodal, mais néanmoins très particulière.

⁵ Thomas Piketty, *Capital in the Twenty-First Century*, Cambridge, ma, 2014, pp. 449-450. Piketty montre que le taux de rendement du capital dépasse nettement le taux de croissance après 2012, mais n'explique pas vraiment la signification de cette inversion.

les classes dominantes extraient l'effort de travail de leurs subordonnés. Par exemple, sous le capitalisme, les propriétaires des moyens de production extraient généralement l'effort de travail des travailleurs dans le processus de production, après avoir acheté de la force de travail — la capacité de travailler — sur un marché. En revanche, dans le cadre du féodalisme, les seigneurs n'extraient généralement pas l'effort de travail au cours du processus de production proprement dit, mais après celui-ci, par l'usage de la force ou par la menace. Plusieurs points découlent de ces positions générales.

Premièrement, l'objectif de l'« analyse de class » est, selon nous, d'identifier le centre névralgique de l'ordre social tout entier en vue de son possible dépassement. Il ne s'agit donc pas, *comme* le disait le brillant Erik Olin Wright, d'une théorie de la « stratification sociale » ou d'une procédure destinée à fournir une cartographie sociale des « chances de vie ». En fait, les catégories de la science sociale dominante sont bien mieux à même de le faire que l'analyse de classe. Le travail d'Olin Wright constitue un aveu tacite de ce fait, dans la mesure où sa « carte des classes », organisée selon les critères de la propriété, de l'autorité et de l'expertise, n'est pas liée à sa théorie marxiste sous-jacente de ce qu'est une classe : un ensemble de positions imbriquées constituées par des relations d'exploitation⁶. Ainsi, en particulier dans les conditions capitalistes, il peut y avoir des différences béantes dans les « chances de vie », les revenus et le mode de vie au sein de la classe ouvrière. En effet, dans le cours normal des choses, on s'attendrait à ce que les véritables relations de classe soient presque invisibles en tant que réalité quotidienne pour la plupart des acteurs sociaux, la plupart du temps.

Deuxièmement, et de manière connexe, dans notre usage, l'expression « politique de classe » fait référence à la politisation de la principale relation d'exploitation dans la structure de classe en question. Dans la société capitaliste, cela signifie la politisation de la relation salaire-travail/capital et, en particulier, les tentatives d'exercer un contrôle politique sur la manière dont le surplus social est investi. La politique de classe dans ce sens est un événement rare ; dans les sociétés capitalistes avancées, la plupart des politiques tendent à être des politiques a-classistes, comme l'explique la première thèse ci-dessous. Enfin, notre argument est qu'une nouvelle structure d'exploitation est en train d'émerger dans le monde capitaliste avancé ; par conséquent, nous devons également assister à l'émergence d'une nouvelle structure de classe, axée autour de relations de « redistribution vers le haut politiquement agencées ». Nous avons tenté, brièvement et à grands traits, de caractériser ces nouveaux rapports de classe en utilisant les notions de coalitions fiscales et de groupes de statut. Pour saisir leur spécificité, nous devons placer le moment contemporain dans une perspective théorique et historique appropriée.

3

Première thèse. Une nouvelle politique a-classiste, mais solidement matérielle, a émergé depuis les années 1990. La scène politique américaine présente depuis longtemps un aspect profondément paradoxal : alors qu'elle est structurée de façon omniprésente par la classe, elle est marquée par une absence presque totale de « politique de classe »⁷. Les partis, à leurs sommets, s'adressent à différentes fractions du capital, mais à leurs bases, ils sont orientés vers différentes fractions de travailleurs. Ainsi, ni le Parti républicain ni le Parti démocrate n'est, ou n'a jamais été, un « parti de la classe ouvrière » ; il est correct d'interpréter ces partis comme des partis du capital. Cependant, malgré cette orientation fondamentale, ils doivent tous deux chercher à faire appel aux intérêts matériels de ceux qui « ne

⁶ Pour une excellente présentation de la différence entre la classe en tant que « chances de vie » et la classe au sens marxien, voir Erik Olin Wright, « The Shadow of Exploitation in Weber's Class Analysis », *American Sociological Review*, vol. 67, no. 6, 2002. Il n'est pas surprenant que la division de la population par professions plutôt que par classes fournisse un compte rendu beaucoup plus précis des « chances de vie » ; voir par exemple Kim Weeden et David Grusky, « The Case for a New Class Map », *American Journal of Sociology*, vol. 111, no. 1, juillet 2005.

⁷ Comme le dit Mike Davis, parlant de la fin du dix-neuvième siècle, « la prolétarianisation croissante de la structure sociale américaine ne s'est pas accompagnée d'une tendance égale à l'homogénéisation de la classe ouvrière en tant que collectivité culturelle ou politique. Les stratifications enracinées dans des positions différentes dans le processus social du travail ont été renforcées par des antagonismes ethniques, religieux, raciaux et sexuels profondément enracinés au sein de la classe ouvrière ». Davis propose un récit qui pourrait être lu comme une version matérialiste de l'exceptionnalisme américain : Mike Davis, « [Why the US Working Class Is Different](#) », nlr I/123, septembre-octobre 1980, p. 15.

possèdent que leur propre force de travail », puisque ce secteur constitue la grande majorité de la population américaine. Tout parti qui participe à la politique électorale doit, dans une certaine mesure, répondre aux intérêts de la classe ouvrière. Malgré les discours sur la politique identitaire et les « valeurs post-matérielles », la politique américaine repose clairement sur une base *matérielle* de masse. Mais ce n'est pas une politique de classe, car, naturellement ni les démocrates ni les républicains ne cherchent à mobiliser les nombreux travailleurs qui votent pour eux *contre le capital* ; ils ne tentent pas non plus d'exercer un contrôle politique efficace sur le capital, surtout à l'ère du « capitalisme politique ». Nous avons donc, dans notre formulation, une politique d'intérêts matériels sans politique ouvrière de classe.

Cette interprétation est ancrée dans une compréhension particulière de la relation entre la politique ouvrière de classe, la structure de classe et la formation de classe. Nous soutenons que la structure de classe au sein du capitalisme *détermine faiblement* la politique de classe. Cette sous-détermination, inhérente à la structure des relations d'exploitation dans le capitalisme, est particulièrement aiguë aux États-Unis pour des raisons historiques, dont deux méritent d'être soulignées : l'émergence, à partir des années 1870, d'un système racialisé de contrôle du travail dans le Sud (« Jim Crow ») ; et l'immigration de masse, qui a créé une base pour la stratification « ethnique ».

4

Au niveau le plus abstrait, les travailleurs qui poursuivent leurs intérêts économiques dans le capitalisme peuvent choisir entre deux stratégies principales : d'une part, l'individualisme et la collaboration de classe, de l'autre, l'action collective basée sur la classe⁸. Dans le cadre de la première stratégie, à certains égards la plus naturelle, les travailleurs poursuivent leurs intérêts en tant que propriétaires de la « marchandise spéciale » qu'est la force de travail. Cette stratégie peut revêtir de nombreuses formes, mais, fondamentalement, toute politique visant la poursuite d'intérêts matériels qui n'est pas une politique de classe se centre sur l'amélioration des salaires et des opportunités d'emploi dans le cadre du système d'appropriation privée. Il ne s'agit pas d'une « politique de classe » des travailleurs, parce que, dans cette politique, ils n'agissent pas et ne se conçoivent pas comme une classe. À l'un des pôles de cette politique a-classiste se trouve la négociation collective ; à l'autre, la politique anti-immigrés et raciste. Dans les États-Unis d'aujourd'hui, qui comptent un grand nombre de travailleurs relativement instruits, la validation des diplômes et la défense de leur valeur est également une stratégie a-classiste courante. Les différentes fractions de la classe ouvrière, organisées pour protéger la valeur de leur travail, tendent à se regrouper dans ce que Weber a appelé des « groupes de statut », déployant des moyens politico-idéologiques pour gérer la concurrence. Cette forme de politique tend à fragmenter et à isoler les travailleurs les uns des autres.

L'alternative est la « politique de classe » des travailleurs. Ceux d'entre eux qui poursuivent une stratégie de classe lient les demandes de redistribution à une tentative plus large d'exercer un contrôle politique sur le surplus social produit par les travailleurs que s'approprie le capital. Ils se considèrent aussi comme des membres d'une classe, dans une société divisée en classes. La poursuite d'une politique de classe est toujours risquée pour les travailleurs individuels, car elle nécessite un large groupe pour agir de façon solidaire. Il est toujours tentant, et souvent très rationnel pour les individus, de se retirer de la stratégie de classe et d'opter pour l'approche du groupe de statut, dans la perspective d'augmenter les retours sur la vente de leur force de travail individuelle. Cela dit, le seul mécanisme qui peut tenir les travailleurs ensemble en tant que « classe », plutôt que comme un « sac de pommes de terre » de vendeurs de force de travail, c'est la *lutte des classes*. L'importance de la lutte des classes ne réside donc pas seulement dans le conflit entre le travail et le capital, mais tout aussi centralement dans la lutte pour transformer les propriétaires isolés et atomisés de la force de travail en un agent collectif, pour briser la carapace rigide de la forme marchandise et mettre en mouvement la classe ouvrière en tant que sujet historique. Comme l'a dit Rosa Luxemburg, tirant les leçons de la révolution russe de 1905 : « Le prolétariat a besoin d'un haut degré d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation. Toutes ces conditions ne peuvent être remplies par des brochures et des tracts, mais seulement par l'école politique

⁸ Robert Brenner, « The Paradox of Social Democracy : The American Case », in Mike Davis, Fred Pfeil et Michael Sprinker, eds, *The Year Left : An American Socialist Yearbook*, New York 1985, p. 39.

vivante, par la lutte et dans la lutte, dans le cours continu de la révolution »⁹. La politique de classe des travailleurs, en bref, se constitue dans le contexte de la lutte de classe.

Dans ce sens, la politique de classe des travailleurs a été un événement très inhabituel dans l'histoire des États-Unis. Elle n'a connu que deux brèves interruptions au cours du vingtième siècle. La première, de 1934 à 1937, a vu l'adoption de la loi Wagner de 1935 (vidée de sa substance en 1948). La seconde, du milieu des années 60 au début des années 70, a vu l'adoption de la loi sur le droit de vote et les programmes de la « Great Society ». Mais ces épisodes de politique de classe ont rapidement tourné court. Les couches politiques réformistes qu'elles ont créées ont été en mesure d'obtenir quelques avancées matérielles pour les citoyens ordinaires, mais uniquement dans les conditions économiques favorables du long boom de l'après-guerre. Lorsque celles-ci se sont estompées, laissant place à une longue récession, les dirigeants syndicaux bureaucratiques et les politiciens démocrates n'ont pu qu'imposer des concessions à leur base de masse.

5

Depuis les années 2010, la lutte des classes s'est intensifiée, mais les membres de la classe ouvrière continuent de défendre leurs intérêts essentiellement en tant que propriétaires de la force de travail, plutôt qu'en tant que classe. Cela ne veut pas dire que rien n'a changé. D'une part, il existe aujourd'hui une plus grande diversité de bases à partir desquelles les politiques de collaboration de classe ou de groupes de statut peuvent être poursuivies¹⁰. Jusqu'aux années 1980, ces politiques pouvaient être décrites comme réformistes ou « sociales-démocrates » — fondées, comme toutes les politiques sociales-démocrates, sur la perspective d'une croissance économique. Mais la politique de la période actuelle n'offre plus même l'*espoir* d'une croissance. Il s'agit d'une politique de redistribution à somme nulle, principalement entre différents groupes de travailleurs. Elle se distingue de la politique sociale-démocrate, non pas parce qu'elle n'est pas une politique de classe — ce qui est également vrai pour la social-démocratie — mais parce qu'elle n'est pas une politique de croissance. Ainsi, les deux principaux partis politiques américains n'incarnent plus des modèles de croissance alternatifs, mais plutôt des coalitions fiscales différentes : la politique MAGA, qui cherche à redistribuer les revenus au détriment des travailleurs non blancs et immigrés, et le néolibéralisme multiculturel, qui cherche à redistribuer les revenus au profit des personnes ayant un niveau d'éducation élevé¹¹. Tous deux tendent à atomiser et à fragmenter la classe ouvrière.

6

En gardant ce cadre conceptuel à l'esprit, nous allons proposer quelques éléments de base sur le caractère de la classe ouvrière américaine. En première approximation, la classe ouvrière peut être conceptualisée en fonction de sa relation avec le reste de la population active. Les travailleurs sont tous ceux qui ne bénéficient pas de revenus provenant de loyers, de dividendes ou de paiements d'intérêts. Comme le montre le tableau 1, seuls 21 % des ménages sont propriétaires d'actifs (à l'exclusion de la propriété du logement), ce qui signifie qu'environ 79 % des ménages n'ont pas accès à ces formes de revenus. On pourrait penser que cela surestime la taille de la classe ouvrière, car il existe peut-être un groupe important de travailleurs indépendants qui ne disposent ni d'actifs ni de revenus salariaux. Mais, comme le montre le tableau 2, seuls 11 % environ des ménages disposent d'un revenu d'indépendant, et nombre d'entre eux sont sans aucun doute des salariés déguisés. En combinant ces deux éléments de preuve, nous pouvons établir une limite inférieure pour l'étendue quantitative de la classe ouvrière. Même en supposant que tous les ménages disposant d'un revenu d'indépendant soient propriétaires de leurs principaux moyens de production et ne dépendent pas de salaires, 68 % de la population américaine ferait partie de la classe travailleuse. Par conséquent, à ce niveau de généralité, l'affirmation de Marx

⁹ Rosa Luxemburg, « The Mass Strike, the Political Party and the Trade Unions » [1906], dans Peter Hudis et Kevin B. Anderson, eds, *The Rosa Luxemburg Reader*, New York 2004, p. 182.

¹⁰ Brenner, « Le paradoxe de la social-démocratie », p. 85.

¹¹ Dylan Riley, « Faultlines », NLR 126, novembre-décembre 2020.

selon laquelle la classe ouvrière du XIX^e siècle constituait la « vaste majorité » de la société capitaliste reste correcte¹².

Tableau I : Ménages avec intérêts, dividendes ou revenus locatifs nets

avec intérêts, dividendes ou revenus locatifs nets	25.218.729
sans intérêts, dividendes ou revenus locatifs nets	97.135.490
ensemble des ménages	122.354.219

Tableau II : Ménages avec revenus d'indépendants

avec revenus d'indépendants	25.218.729
sans revenus d'indépendants	97.135.490
ensemble des ménages	122.354.219

Sources : Social Explorer : US Census Bureau

7

Néanmoins, ce serait le comble de la stupidité dogmatique que de ne pas reconnaître les profondes divisions au sein de la classe travailleuse, divisions qui n'ont jamais été correctement cartographiées dans le cadre de la tradition marxienne. Le problème ne peut être qu'esquissé ici à l'aide de quelques signaux empiriques concernant l'éducation, les secteurs du marché du travail et la « race ». Commençons par le phénomène de l'éducation : il est courant aujourd'hui, aux États-Unis, d'assimiler les personnes n'ayant pas fait d'études supérieures à la « classe ouvrière ». D'un point de vue théorique, cet amalgame est très problématique, car l'« éducation » n'est pas une ressource comparable à la propriété d'actifs. Un diplôme accroché au mur, quel que soit le prestige de l'établissement, ne produit aucun revenu. Selon nous, toute concession aux notions de « capital culturel », de « capital humain » ou de « classe professionnelle et managériale » est en fin de compte une capitulation devant l'un des plus vieux mythes idéologiques de la société bourgeoise : l'idée que ces sociétés sont principalement composées de propriétaires indépendants qui vendent leurs marchandises sur le marché. Même le travailleur disposant d'un haut niveau d'instruction, s'il n'a pas d'actifs, doit entrer dans une relation salariale, c'est-à-dire qu'il doit se subordonner au *capital* pour gagner sa vie.

Cela ne signifie pas que l'éducation n'est pas pertinente d'un point de vue économique ; au contraire, aux États-Unis, l'éducation est clairement corrélée à des salaires plus élevés¹³. La répartition de la population en fonction de la possession, ou non, d'un diplôme supérieur dit donc quelque chose d'important — pas tellement sur la classe travailleuse, mais sur une fraction significative de celle-ci. Dans cette optique, quel est le pourcentage de la population américaine qui bénéficie, au moins potentiellement, des avantages d'un diplôme supérieur ? Comme le montre le tableau 3 ci-dessous, un tiers de la population diplômée des États-Unis, âgée de plus de 25 ans, est titulaire d'un BA, et environ

¹² Cela correspond également à la recherche de Piketty, qui montre que les 50 % inférieurs de la distribution des revenus ne possèdent presque rien. Au sujet des États-Unis, Piketty écrit : « le décile supérieur possède 72 % de la richesse américaine, tandis que la moitié inférieure n'en possède que 2 % » : *Le capital au XXI^e siècle*, p. 322.

¹³ Pour une description vivante des inégalités produites par le système d'enseignement supérieur aux États-Unis, voir David Grusky, Peter Hall et Hazel Rose-Markus, « The Rise of Opportunity Markets : How Did It Happen and What Can We Do ? », *Daedalus*, vol. 148, no. 3, été 2019, pp. 19-45. Les auteurs décrivent les vastes ressources que les familles de la « classe moyenne » consacrent à l'enseignement privé. Ce qu'ils ne soulignent pas suffisamment, c'est que les familles qui poursuivent le plus assidûment ces stratégies sont toujours des familles de salariés, comme le seront probablement leurs enfants.

38 % n'ont qu'un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. Il reste donc 29 % de personnes qui ont suivi des études supérieures, souvent un « diplôme d'associé » de deux ans dans un domaine professionnel, tel que les soins infirmiers. Aux niveaux supérieurs du système d'enseignement tertiaire, les pourcentages sont assez faibles. Ils sont 9 % à disposer d'un Master et à peine 2 % d'un « diplôme d'école professionnelle », tel que le diplôme de docteur en médecine, ou l'équivalent d'un doctorat, comme un PhD. Il convient donc de souligner qu'une grande partie de la population américaine se confronte au marché du travail en tant que main-d'œuvre fondamentalement non qualifiée.

Tableau III. Niveau d'études des personnes de 25 ans et plus

Inférieur à l'école secondaire	25.562.680
Diplôme de l'enseignement secondaire	59.421.419
Un peu d'université	64.496.416
Un diplôme de BA	45.034.610
Un diplôme de Master	20.210.271
Un diplôme d'école professionnelle (médecine, etc.)	4.863.846
Un doctorat ou équivalent	3.247.592
Population de 25 ans et plus	232.836.834

Tableau IV. Emplois selon la profession des personnes de 16 ans et plus

Agriculture, forêt, pêche, chasse et mines	2.658.413	1,7 %
Bâtiment	10.416.196	6,7 %
Industrie manufacturière	15.617.461	10,0 %
Commerce de gros	3.971.773	2,6 %
Commerce de détail	17.195.083	11,0 %
Transports, stockage et infrastructures publiques	8.576.862	5,5 %
Information	3.066.743	2,0 %
Finance, assurances et immobilier	10.319.201	6,6 %
Professionnels (sciences, gestion, administration)	18.312.454	11,8 %
Services de santé, enseignement et aide sociale	36.315.080	23,3 %
Arts, loisirs, services de logement et d'alimentation	14.651.909	9,4 %
Autres services (sans les services publics)	7.516.616	4,7 %
Administration publique	7.271.189	100 %

Source : Social Explorer ; US Census Bureau

La classe ouvrière est également hétérogène en termes de composition sectorielle. Les travailleurs des secteurs de la « classe ouvrière historique » constituent une minorité distincte : « agriculture, sylviculture, pêche, chasse, et mines », « construction », « industrie manufacturière », « transports, stockage, et infrastructures publiques » représentent ensemble environ 24 % de la population active, tandis que la catégorie unique des « services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale » en représente plus de 23 %. Or, une grande partie des personnes travaillant dans ces domaines sont probablement titulaires d'un diplôme.

La classe ouvrière américaine est également profondément divisée en fonction de la « race ». Environ 70 % de la population s'identifie comme « blanche » et environ 13 % comme « noire », mais les variations régionales sont importantes ; par exemple, 56 % des Californiens s'identifient comme « blancs » et 6 % comme « noirs ». En outre, la catégorie « latino » ou « hispanique » recoupe la catégorie « blanche ». Au niveau national, environ 10 % de la population « blanche » s'identifie comme « hispanique » ou « latino », ce qui signifie que les « blancs non hispaniques » représentent environ 60 % de la population américaine, et environ 40 % dans les grands États d'immigration que sont la Californie, le Texas et la Floride. Ces identités constituent un terrain fertile pour les politiques a-classistes ou de groupes de statut.

Comment résumer cette configuration de base ? La classe ouvrière, c'est-à-dire les personnes qui ne possèdent pas d'actifs et qui doivent donc subsister grâce à un revenu salarial, représente entre 68 et 80 % de l'ensemble des ménages américains. Mais cette classe est profondément divisée par le niveau d'éducation, le secteur d'activité économique et la « race ». Ces divisions sont enracinées dans la logique d'une configuration globale dans laquelle les détenteurs de capitaux sont effectivement exemptés de toute exigence de redistribution significative. Cette perspective nous permet de réunir l'éducation et la race dans un cadre conceptuel unique. L'évaluation des compétences et la race peuvent être considérées comme des formes de barrières sociales qui émergent au sein d'une classe ouvrière états-unienne organisée principalement en termes de redistribution interne. Pour dire les choses le plus simplement possible, la « blancheur » ou la « le fait d'être natif » devrait être compris comme le « BA » des personnes qui n'ont pas fait d'études supérieures, et la possession du « BA » devrait être compris comme la « blancheur » ou « le fait d'être natif » des personnes ayant fait des études supérieures.

8

Deuxième thèse. Le bidenisme offre un keynésianisme sans croissance. Le bidenisme est un phénomène particulier. Pour le caractériser correctement, il faut d'abord reconnaître la dimension ambitieuse du programme de l'administration. Le projet de loi « Build Back Better », adopté par la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates, en septembre 2021, reposait, comme ses prédécesseurs, sur des largesses distribuées au capital par des moyens politiques ; avec 2 200 milliards de dollars, il ne faisait pas seulement mieux que la loi sur les soins, mais aurait introduit de nouvelles mesures, même limitées, en faveur de l'assurance maladie universelle, des congés familiaux rémunérés, des crèches et de l'éducation de la petite enfance subventionnées. Son avatar fortement révisé à la baisse, l'Inflation Reduction Act (IRA), promulgué en août 2022, prévoit 738 milliards de dollars sur dix ans, par le biais d'un mixte fiscal composé de deux tiers de réductions d'impôts et d'un tiers de dépenses directes, pour stimuler le capitalisme vert — les entreprises d'énergie solaire et nucléaire, l'agro-industrie, l'efficacité énergétique domestique, les véhicules électriques —, réduire le prix des médicaments et étendre la subvention à l'Affordable Care Act (64 milliards de dollars, sur trois ans).

Le nouvel agenda présente cependant deux particularités. La première concerne ses conditions d'émergence. Bien que la version américaine de l'État-providence keynésien n'ait jamais été la conséquence directe d'une politique de classe — elle était au moins autant liée à la mobilisation en temps de guerre —, elle était historiquement fondée sur une vague antérieure de militantisme de la classe ouvrière. En revanche, la politique expansionniste post-2020 n'a pas les mêmes fondements ; il s'agit en grande partie d'une réponse fortuite à la pandémie de Covid et peut-être aussi à la rivalité avec la Chine — en réalité, la continuité entre Bidenomics et Trumponomics se trouve précisément là¹⁴. La deuxième particularité est l'environnement économique dans lequel le nouvel agenda opère. Tous les autres États-providence keynésiens ont été fondés sur une économie en plein essor ; les Bidenomics, en revanche, sont un programme de dépenses déficitaires, sans croissance. Il y a très peu de signes d'un véritable retour à la rentabilité de l'industrie manufacturière américaine.

¹⁴ « Les Bidenomics pourraient être considérées comme une étape vers la refonte du régime capitaliste avec une politique monétaire centralisée et fondée sur la dette sous une forme plus compensatoire – une néo-troisième voie, motivée à la fois par le choc populiste et, surtout, par les frictions concurrentielles avec une Chine en pleine ascension » (Susan Watkins, « [Paradigm Shifts](#) », NLR 128, mars-avril 2021).

Comment comprendre alors cette étrange créature ? Il peut être utile de rappeler brièvement comment Joe Biden en est venu à occuper son poste actuel. La campagne présidentielle de Hillary Clinton, en 2016, était aussi fortement engagée dans le néolibéralisme que l'avaient été les trois administrations précédentes — attirant les électeurs naturels du Parti démocrate parmi la fraction diplômée du salariat en termes d'expertise et de diversité, mais ne proposant pratiquement rien en termes de croissance économique. Si Clinton avait gagné, cela aurait représenté l'hégémonie continue du néolibéralisme multiculturel dans sa forme pure.

La victoire surprise de Trump a bloqué cette voie. Cette rupture électorale avec le néolibéralisme multiculturel a été aggravée par la pandémie. Bien que Trump lui-même ait résisté à chaque étape de la réponse évidente et rationnelle à la crise du Covid-19, son administration a néanmoins ouvert la voie à une nouvelle forme de politique en raison de la nécessité inévitable de contrer la pandémie. L'État fédéral est intervenu massivement pour soutenir la vie de nombreux Américains ordinaires de la classe ouvrière — à l'opposé de ce que Trump et ses collaborateurs ont proclamé vouloir. Il en est résulté une situation bizarre, dans laquelle Trump a discrédité les politiques mêmes que son administration avait menées, notamment en ce qui concerne les masques et la vaccination de masse.

Ces contradictions ont été interprétées à tort comme des manies personnelles. En fait, le comportement erratique de Trump concentre et illustre les circonstances historiques contradictoires qui ont conduit les républicains, bon gré mal gré, à devenir le premier parti américain à s'engager en faveur d'un revenu de base garanti. La façon dont Trump se discrédite constamment, ses formulations ridicules sur l'eau de Javel comme antidote au Covid et ainsi de suite représentaient pour lui une façon d'éviter de reconnaître que les politiques qui lui avaient été imposées par la pandémie étaient appropriées et efficaces. Son administration aurait pu légitimement revendiquer le mérite de la mise au point extraordinairement rapide de vaccins efficaces, mais, comme Trump l'a lui-même découvert, cela aurait pu lui aliéner sérieusement sa base MAGA¹⁵.

Biden a émergé triomphalement sur les ruines du projet de Clinton, une fois que les manœuvres en coulisses des dirigeants démocrates ont orchestré la défaite de Bernie Sanders. Cependant, le bidenisme est aussi, et surtout, un phénomène spécifiquement post-Trump. Pour gagner en 2020, Biden a dû tirer parti des contradictions historiques qui s'incarnaient biologiquement, pour ainsi dire, dans l'insouciance de Trump. Initialement, Biden avait donc le vent en poupe, car il semblait être le meilleur leader politique disponible dans la lutte contre la Covid. En soi, cela l'obligeait à rompre avec la politique multiculturelle néolibérale de Clinton, même si Biden avait été un pilier néolibéral du Delaware, depuis les années 1990. Comme le montre son programme national, Biden en est venu à incarner, brièvement et accidentellement, quelque chose comme un nouveau New Deal. La réponse fiscale de Trump-Biden à la récession liée à la Covid, entre mars 2020 et mars 2021, s'élève à plus de 5 000 milliards de dollars, soit cinq fois plus que le stimulus fiscal de 2008, et près d'un quart du PIB. Il est important de noter que 1 800 milliards de dollars sont allés directement aux particuliers et aux ménages sous forme de chèques de relance et d'allocations chômage, complétés par 600 dollars par semaine, de mars à juillet 2020, avec une nouvelle série de chèques de 2 000 dollars, déboursés en janvier 2021¹⁶. La législation adoptée par Biden en 2021-2022 — Infrastructure Act, Chips, the IRA — a ajouté 2 000 milliards de dollars supplémentaires à ce montant.

D'une manière étrange, la Covid représentait donc un équivalent fonctionnel du type de politique de classe qui avait contribué à générer les paquets politiques du New Deal et de la Grande Société. Mais les particularités de la genèse de cet agenda ont également marqué ses limites. En effet, bien que l'administration Biden — qui avait pris soin de flatter et d'incorporer des sandersistes volontaires, notamment Sanders lui-même — ait proposé des politiques objectivement favorables aux travailleurs, tout cela s'est fait *sotto voce*, dans le cadre des contraintes imposées par un renoncement total à toute tentative de redistribution des profits. Le sort de l'expérience Biden a également été déterminé par les

¹⁵ Jill Colvin, « Trump reveals he got Covid-19 booster shot ; crowd booshed him », Associated Press, 20 décembre 2021.

¹⁶ Voir la série en trois parties de Richard Duncan, « 2008 vs 2020 », *Macro Watch*, troisième trimestre 2022.

conditions économiques qui prévalaient. La poursuite d'un programme fiscal proche du New Deal, mais sans la croissance capitaliste requise, a contribué de manière prévisible à la hausse de l'inflation, déjà alimentée par les variations de la demande et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la pandémie, suivie par la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants liée à la guerre en Ukraine. À son tour, la crise du coût de la vie a discrédité M. Biden au niveau national. D'où le paradoxe des Bidenomics : un ensemble de mesures relativement favorables aux travailleurs a conduit à une profonde impopularité, avec des taux de désapprobation à mi-mandat équivalant à ceux de Trump¹⁷.

10

Troisième thèse. L'hypothèse du « désalignement des classes » est un cadre inadéquat pour comprendre la politique américaine contemporaine. Selon cette approche, dont le représentant le plus sophistiqué et le mieux informé de la gauche est Matt Karp — il fut un temps où la politique américaine était une politique de classe, mais aujourd'hui, elle est structurée par l'identité¹⁸. L'analyse du « désalignement de classe » sous-tend une politique qui chercherait à repolariser la population en termes de classe, ce qui, selon ce raisonnement, aurait été la base du réformisme dans ses manifestations du New Deal et de la « Great Society ». En réalité, cette position met trop l'accent sur le caractère de classe de la politique américaine avant l'effondrement de la coalition du New Deal et ne met pas assez l'accent sur sa base matérielle robuste, bien qu'assez clairement a-classiste, dans la période actuelle.

Nous le répétons : les politiques réformistes ou d'État-providence aux États-Unis (et ailleurs) n'ont jamais été le résultat *direct* d'un soulèvement de classe. La mobilisation en temps de guerre a été au moins aussi importante, car elle a non seulement permis aux États-Unis de sortir de la Grande Dépression, mais elle a également donné naissance à bon nombre des politiques les plus ambitieuses de l'époque : la mise en place du système hospitalier pour les anciens combattants, par exemple, ou le projet de loi sur l'aide sociale. En outre, la poursuite de l'« État-providence » américain, relativement minime, a trouvé sa principale base de soutien, non pas tant dans la classe ouvrière, mais dans la strate des fonctionnaires réformistes qui avaient émergé des rares et brefs épisodes de politique de classe mentionnés ci-dessus. Le projet politique de ce groupe de responsables syndicaux et d'agents du Parti démocrate du milieu du siècle était orienté vers la garantie de la rentabilité continue du capitalisme américain, puisqu'ils considéraient à juste titre la rentabilité comme la pierre angulaire de leur propre viabilité. Cette strate a donc constamment cherché à imposer des solutions individualistes et collaborationnistes aux travailleurs, considérant leur mobilisation autonome comme une menace. Lorsque le long boom s'est transformé en long ralentissement, elle n'a offert que l'austérité aux travailleurs qu'elle représentait ostensiblement. Il n'y a donc aucune raison d'associer l'État-providence keynésien des États-Unis à une politique de classe.

Deuxièmement, la notion de désalignement de classe n'offre aucune description positive de la base de la politique américaine actuelle. Bien qu'elle rende compte du fait important que les démocrates continuent de lutter pour attirer les travailleurs blancs — et, de plus en plus, les travailleurs non blancs — sans diplôme universitaire, elle n'explique pas comment les travailleurs blancs, en tant que travailleurs blancs, ou les travailleurs indigènes, en tant que travailleurs indigènes, sont remobilisés au sein de la coalition républicaine. Elle n'explique pas non plus le fait tout aussi déroutant que les personnes très instruites se remobilisent dans la coalition démocrate¹⁹. L'élément le plus frappant de la

¹⁷ Amina Dunn, « Biden's job rating is similar to Trump's but lower than that of other recent presidents », Pew Research Center, 20 octobre 2022.

¹⁸ Voir Matt Karp, « The Politics of a Second Gilded Age », *Jacobin*, no. 40, 2021. Karp écrit : « Les cols bleus sont restés farouchement divisés par la géographie, la race, la religion, l'ethnicité et la culture — en un mot, par l'identité — les Blancs du Sud et les catholiques votant pour les démocrates, tandis que les protestants du Nord et les Afro-Américains (là où ils pouvaient voter) soutenaient les républicains » (p. 99). Nous ne contestons pas que ces divisions aient été cruciales, mais nous contestons l'idée qu'elles aient impliqué l'identité *par opposition* aux intérêts matériels. En fait, les divisions identitaires au sein de la classe ouvrière américaine sont profondément matérielles.

¹⁹ Thomas Piketty est sur la bonne voie lorsqu'il écrit : « Si le Parti démocrate est devenu le parti des personnes hautement éduquées, alors que les moins éduquées ont fui vers les républicains, c'est parce que ce dernier groupe

politique américaine aujourd'hui, c'est peut-être que le Parti républicain a fourni un effort concerté et très fructueux pour courtiser la fraction la moins instruite de la classe ouvrière ; en effet, la fortune politique de ce parti est de plus en plus liée à cette couche²⁰. Pourtant, décrire ces changements tectoniques comme étant enracinés dans l'« identité » est trompeur, ou tout au moins très partiel.

Les preuves sont désormais accablantes. Les tableaux 5, 6 et 7 indiquent la nature et l'ampleur du problème pour les démocrates. Dans le vote générique du Congrès, les titulaires d'un BA penchent vers les démocrates d'environ 14 points. Les non-détenteurs de BA sont l'image miroir de cela et penchent pour les républicains d'environ 15 points. Parmi les détenteurs de BA blancs, la répartition est similaire, mais les non-détenteurs de BA blancs indiquent une préférence pour le candidat républicain avec une marge de 32 points. Une image similaire se dégage en termes de taux d'approbation de Biden et de Trump. L'approbation de Biden est complètement sous l'eau parmi les électeurs sans diplôme universitaire : deux tiers des non-BA le désapprouvent, un chiffre qui s'élève à près des trois quarts parmi les non-BA blancs. En revanche, parmi les titulaires d'un BA, son approbation oscille autour de 50 %. Les tendances en faveur de Trump sont inverses. Parmi l'ensemble des détenteurs d'un BA, Trump est en dessous de la moyenne de 28 points, tandis que, parmi les non-détenteurs d'un BA, il a un léger avantage. La tendance est similaire chez les détenteurs de BA blancs, où il accuse un recul de 25 points. Chez les blancs non-détenteurs d'un BA, Trump a une marge positive de 14 points.

Tableau 5 : Préférences électorales pour les candidats aux présidentielles

	BA+	Sans BA	Blanc BA+	Blanc sans BA
Pour le candidat démocrate	55 %	39 %	52 %	31 %
Pour le candidat républicain	41 %	54 %	45 %	63 %
Ne sait pas	4 %	7 %		6 %

Tableau 6 : Approbation de Joe Biden comme président

	BA+	Sans BA	Blanc BA+	Blanc sans BA
Approuvent	49 %	31 %	47 %	24 %
Désapprouvent	47 %	66 %	48 %	74 %
Ne savent pas	4 %	3 %	5 %	1 %

Tableau 7 : Opinion sur Donald Trump

Favorable	35 %	49 %	37 %	56 %
Défavorable	63 %	45 %	62 %	42 %
Ne savent pas	3 %	6 %	1 %	3 %

Source : New York Times, Siena Poll.

estime que les politiques soutenues par les démocrates échouent de plus en plus à exprimer leurs aspirations ». *Capital and Ideology*, Boston, ma, 2020, p. 834.

²⁰ Le programme du républicanisme de la classe ouvrière est bien décrit par Nicholas Lemann dans « The Republican Identity Crisis after Trump », *New Yorker*, 23 octobre 2020. Lemann esquisse un scénario de « renversement », dans lequel le Parti républicain, peut-être sous la direction de Marco Rubio ou de Josh Hawley, devient le foyer naturel de la classe ouvrière américaine.

Ce déplacement des travailleurs blancs sans diplôme universitaire vers le Parti républicain est mieux compris, non pas comme un processus de désalignement de classe, mais plutôt comme la conséquence de la tentative réussie du Parti républicain de faire appel aux intérêts d'une fraction particulière de la classe ouvrière en termes de lieu de naissance et de race²¹. Le point clé est que le déplacement de ce segment vers les républicains ne doit pas être expliqué en termes d'attitudes ou de préjugés ; ces attitudes doivent plutôt être considérées comme résultant de la situation objective de cette fraction de la classe. L'organisation de la classe ouvrière blanche en tant que blanche, ou des travailleurs indigènes en tant qu'indigènes, est à bien des égards une stratégie rationnelle pour les travailleurs qui ont la possibilité de se constituer en tant que tels, dans un contexte où l'identité de *classe* n'est nulle part évidente. En écartant les immigrés et les non-Blancs, la classe ouvrière blanche, ou la classe ouvrière autochtone, cherche à accroître la valeur et l'attrait de sa force de travail. Cela ne signifie pas qu'une telle stratégie repose sur une analyse précise ou qu'elle ait des chances de réussir. L'idée est simplement que les préférences politiques des personnes n'ayant pas fait d'études supérieures sont compréhensibles d'un point de vue pragmatique, sans qu'il soit nécessaire d'attribuer à ce groupe un fanatisme qu'il n'a pas.

La même logique devrait être appliquée aux travailleurs relativement bien formés qui votent pour les démocrates. C'est une étape que très peu d'analystes franchissent. Ils ont plutôt tendance à affirmer, de manière peu plausible, que les personnes ayant fait des études supérieures sont motivées par des « valeurs » plutôt que par des intérêts économiques. Mais les « valeurs » fondamentales que ces électeurs défendent correspondent remarquablement bien à leurs *intérêts matériels*, qui résident dans l'évaluation de l'expertise. L'adoption de la science en tant que valeur idéologique en est probablement la manifestation la plus évidente. Bien que nettement moins régressive que son homologue MAGA, cette idéologie néo-technocratique remplit une fonction sociale analogue en articulant une stratégie visant à accroître la valeur d'un type particulier de main-d'œuvre, à savoir la main-d'œuvre qualifiée, plutôt que la main-d'œuvre blanche, qui est largement répandue dans la coalition démocrate. Et elle est, bien sûr, tout aussi peu une manifestation de la politique de classe du salariat que celle de son homologue républicain. En tant qu'organisations de masse, les deux partis sont donc ancrés dans différentes parties de la classe ouvrière : les républicains, dans sa fraction la moins éduquée, et les démocrates parmi ceux qui ont des diplômes. Dans les deux cas, leurs appels sont formulés en des termes qui font des travailleurs des petits propriétaires de la force de travail. Ce mode de politique tend à fragmenter davantage la classe ouvrière et à l'éloigner d'une politique de *classe* du salariat, même si, voire *parce qu'elle* fait appel à des intérêts matériels très spécifiques.

11

Quatrième thèse. Le succès relatif des démocrates aux élections de mi-mandat de 2022 est le reflet de leur base sociale particulière. Compte tenu de la nature des bases de masse des partis républicain et démocrate, il n'est pas surprenant que les démocrates semblent aujourd'hui obtenir de meilleurs résultats que les républicains lors des élections de mi-mandat. Ils continueront sans aucun doute à le faire, car la base démocrate, plus éduquée, est plus susceptible de s'engager dans la politique électorale. Alors que le Parti républicain profite actuellement le plus des iniquités de la Constitution, les républicains ont maintenant le désavantage d'être fermement liés à la fraction de l'électorat qui est moins susceptible de se rendre aux urnes à mi-mandat²². Dans les termes de notre analyse, le succès même des démocrates dans ce cycle électoral est basé sur, et est susceptible de renforcer, la nature fragmentée de la classe ouvrière américaine, la rendant encore moins susceptible d'agir en tant que force sociale cohérente. Pour dire les choses aussi directement que possible : *les démocrates ne mobilisent pas leur base en faisant*

²¹ Les deux ne sont pas équivalents. Il est probable que le « fait d'être né américain » devienne plus important que le « racisme » si les républicains parviennent à exploiter leur attrait pour l'ensemble de la fraction non diplômée des travailleurs.

²² En revanche, comme l'a fait remarquer Matt Karp pour les démocrates, « la migration vers un électorat plus haut de gamme signifie que cet électorat est plus susceptible de voter lors des élections de mi-mandat ». Voir l'interview de Seth Ackerman, « Democrats May Have Won More Suburban Votes in the Midterms. That Doesn't Bode Well », *Jacobin*, 11 novembre 2022.

appel à la politique de la classe travailleuse, mais plutôt en faisant appel aux travailleurs dans des termes explicitement non-classistes.

12

Cinquième thèse. La gauche américaine est en proie à trois illusions sur la politique intérieure. Pour comprendre la politique américaine, il est de la plus haute importance de saisir la stratégie électorale du Parti démocrate. À cet égard, trois illusions communes ont entaché l'analyse de la gauche. La première est l'idée que la voie évidente vers le succès électoral consiste à faire appel à la classe ouvrière américaine en « termes de classe ». Les démocrates l'ont rarement fait, même, voire surtout, à l'apogée du New Deal. Cette illusion repose implicitement sur une idée fausse antérieure : le Parti démocrate a été un échec électoral ces dernières années. En fait, la question n'est pas de savoir pourquoi les démocrates n'ont pas gagné plus de sièges, mais pourquoi ils ont si bien réussi au cours des trois derniers cycles électoraux, depuis 2018. Les résultats des élections de mi-mandat de 2022, qui semblent une fois de plus défier le bon sens, ont été couronnés de succès par rapport à des normes historiques comparables. Ils ont suivi les élections de 2020, au cours desquelles le candidat démocrate a battu un président sortant dont la base était très dynamique et qui a remporté plus de voix que n'importe quel autre candidat dans l'histoire, à l'exception de celui qui l'a battu.

Il est donc erroné de présenter les démocrates comme poursuivant de manière irrationnelle une stratégie a-classiste. Le Parti démocrate actuel n'a aucun intérêt à faire appel à sa base politique en termes de classe. Le succès du parti repose sur la conquête d'une fraction de la classe ouvrière *en termes explicitement non-classistes*. Compte tenu de l'électorat réel des démocrates — cette fraction de la classe travailleuse qui dépend des diplômes pour augmenter la valeur de sa force de travail — ses stratégies électorales et ses candidats ne sont pas irrationnels ; ils ont été étonnamment efficaces. Les acteurs démocrates continueront logiquement à intervenir dans les primaires républicaines pour promouvoir les candidats les plus farfelus, comme ils l'ont fait en 2022, parce qu'il est plus facile de les battre en prétendant représenter la rationalité contre la folie. C'est la leçon évidente que tout acteur compétent a tirée des élections de mi-mandat. En d'autres termes, le succès électoral du Parti démocrate est probablement négativement corrélé à une politique de classe, de sorte que la réémergence d'une telle politique constituerait une menace électorale pour lui.

La deuxième illusion commune à l'analyse de la gauche est l'idée que l'administration Biden a mené des politiques intérieures timides, faibles ou décevantes. Cette idée va à l'encontre de toute l'expérience historique, depuis le début de l'année 2020. En fait, aucune administration depuis Lyndon B. Johnson n'a proposé le type d'initiatives intérieures que Biden a prises ; cela aurait été tout à fait clair si l'administration avait bénéficié d'un avantage un peu plus grand au Congrès. Comme nous l'avons vu plus haut, le bidenisme a été assailli de contradictions, mais il ne manquait pas d'ambition sur le plan intérieur.

La troisième illusion, corollaire des deux précédentes, affirme que l'impopularité de Biden et les difficultés électorales de son parti découlent de sa timidité politique. Mais, comme Biden, et plus largement les démocrates ont en fait remarquablement réussi en termes électoraux et qu'ils ont également mené des politiques étonnamment ambitieuses, cette position ne peut être décrite que comme une illusion aggravée. Les problèmes politiques auxquels Biden a été confronté découlent en fait des contraintes du *capitalisme politique* en tant que système d'accumulation. La nouvelle structure politique à laquelle ce système a donné naissance empêche la construction de coalitions de croissance hégémoniques et le phénomène associé de glissements de terrain électoraux massifs. Elle produit au contraire une politique vicieuse et étroitement divisée de redistribution à somme nulle, largement axée sur les conflits d'intérêts matériels *au sein de la classe ouvrière*.

13

Sixième thèse. Un compromis de classe à somme positive est impossible dans la période actuelle. La base de l'État-providence, tant aux États-Unis qu'en Europe, a toujours été une rentabilité élevée et des taux d'investissement importants dans l'industrie manufacturière. Or, la rentabilité et l'investissement

dans l'industrie manufacturière restent faibles (même les secteurs supposés les plus dynamiques de la nouvelle économie sont en pleine crise). Le *capitalisme politique* reste fermement en place, ce qui signifie que la redistribution du capital vers le travail sera extrêmement difficile, voire impossible, en raison de la dépendance des profits à l'égard d'une redistribution vers le haut, élaborée politiquement. C'est peut-être ce fait, avant tout, qui explique le retour soudain de l'inflation. L'inflation est ce que l'on obtient lorsque l'on poursuit des dépenses déficitaires en l'absence d'un capitalisme dynamique.

14

Septième thèse. L'idéologie naturelle du bidenisme est le progressisme et non la social-démocratie. Il y a une spécificité du bidenisme que nous n'avons pas encore suffisamment soulignée : son profil idéologique particulier. En termes d'orientation et de tonalité, les politiques de l'administration représentent les intérêts de la fraction éduquée du salariat dans le contexte du *capitalisme politique*, car il s'agit là de la base évidente du parti. En cela, le bidenisme ressemble le plus au « progressisme » de la fin du XIX^e siècle. L'idéal social de l'administration est une économie de marché non faussée par des monopoles et gérée par une élite ouverte, recrutée de manière méritocratique et diversifiée. L'outil utilisé pour mettre en œuvre cette vision est l'État régulateur, y compris une bureaucratie ouverte à la diversité, à l'équité et à l'inclusion, qui a l'avantage secondaire de fournir des perchoirs bien rémunérés aux membres de la classe travailleuse éduquée elle-même. Les mots d'ordre de ce projet sont « équité » et « justice » : des termes qui ne décrivent pas du tout un idéal social, mais un état de fait entre individus.

Tout cela est bien loin de la notion de contrôle démocratique du surplus social. Nous avons besoin d'un langage pour décrire le nouveau projet de Biden ; le « néo-progressisme » est peut-être le meilleur terme. Dans son contenu et son intention, il reste aussi éloigné du socialisme que ses prédécesseurs sociaux-démocrates et néolibéraux, mais il s'agit néanmoins d'une formation historique distincte qui doit être théorisée et étudiée dans ses propres termes.

15

Une dernière remarque. Nous proposons ces thèses dans un esprit expérimental et provisoire. Bien que brutes et inachevées, elles indiquent, nous l'espérons, au moins quelques-unes des questions centrales qui doivent être abordées de front si l'on veut saisir la période politique actuelle, extrêmement étrange. *Les jargons usés par le temps et les vieux schémas de pensée seront inadéquats pour naviguer dans ce qui s'annonce* (souligné par le traducteur).